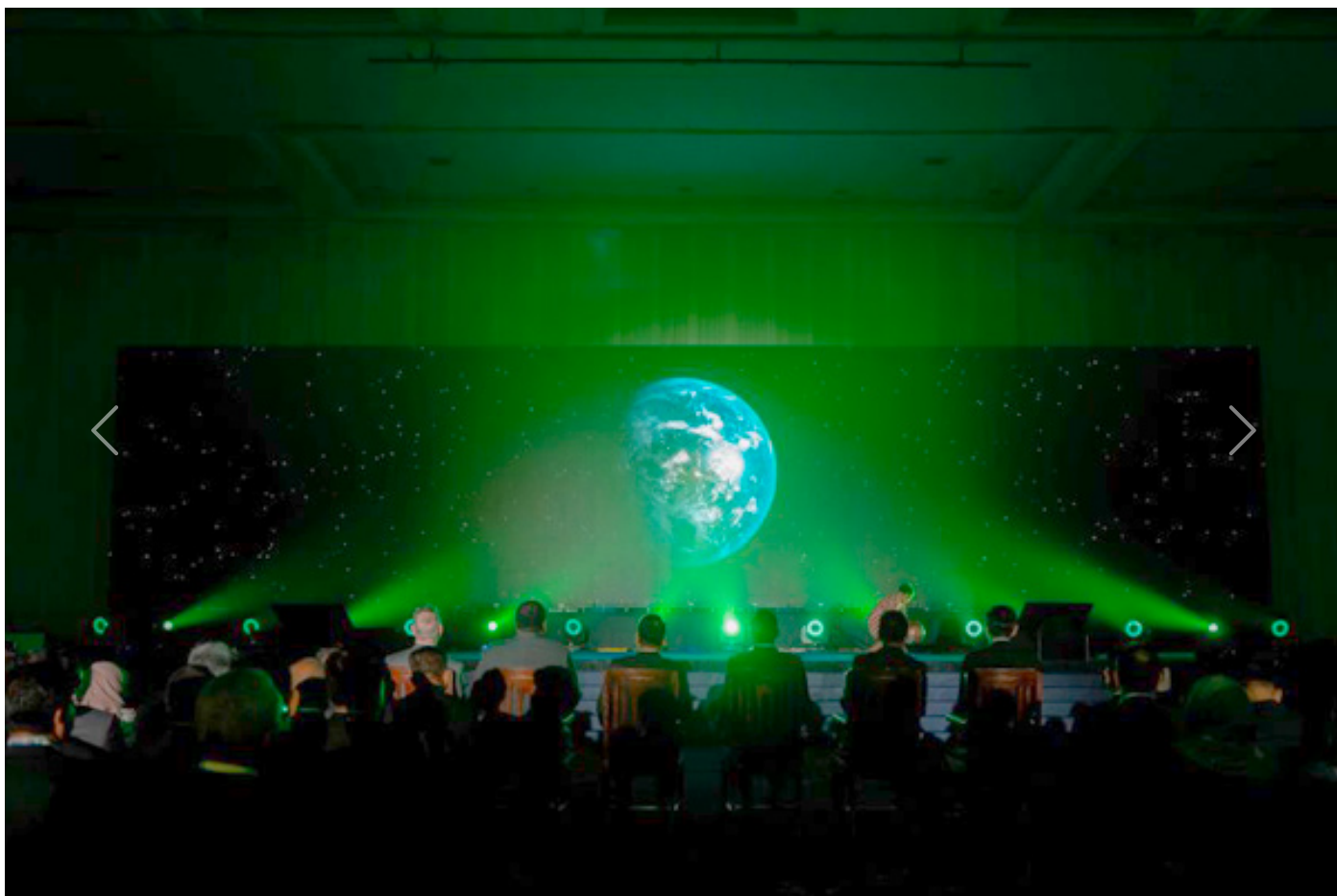


# À quoi s'attendre de la COP28 ou des négociations climatiques dans un pays producteur de pétrole

Автор(и): Николай Петков, Климатека

Дата: 03.12.2023 Брой: 12/2023



La COP28 devrait être la conférence sur le changement climatique la plus fréquentée à ce jour. De nombreuses questions devraient y être discutées, dans le but de garantir enfin que le réchauffement climatique soit limité à pas plus de 1,5°C. Ces derniers mois, divers événements des Nations Unies ont eu lieu et ont défini les thèmes de la conférence, mais on craint que les guerres à Gaza et en Ukraine ne sapent les efforts, et de plus, la COP28 se tiendra dans un pays producteur de pétrole au régime autoritaire. Pour la première fois cette année, la Bulgarie participera avec son propre pavillon à la conférence, dans l'espoir d'obtenir l'organisation de la COP29 l'année prochaine. Tout cela intervient à un moment où la température mondiale et les concentrations de

gaz à effet de serre sont à des niveaux records, et l'horizon temporel réaliste pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris est presque épuisé.

Cette année, du 30 novembre au 12 décembre, à Dubaï, aux Émirats arabes unis (EAU), se tiendra la 28e Conférence des Parties annuelle, plus connue sous le nom de COP28. Les représentants de près de 200 pays y discuteront et négocieront des questions importantes liées à la limitation et à la gestion du changement climatique.

Des délégués de 197 pays devraient participer à la conférence, y compris des représentants de nombreuses organisations, le nombre total de tous les participants devant atteindre jusqu'à 70 000 personnes, ce qui ferait de la COP de cette année la plus fréquentée de l'histoire.

### **Quels seront les principaux sujets cette année ?**

Rappelons qu'à la fin de la conférence de l'année dernière, un accord a été trouvé pour la première fois sur la création d'un fonds « Pertes et dommages », qui devrait compenser les pays pauvres pour les conséquences du changement climatique. Cependant, cet engagement et les autres annoncés lors de la COP27 ne sont pas juridiquement contraignants, même s'ils représentent un progrès.

**Sur la base des négociations menées jusqu'à présent et des engagements des différents pays, ainsi que de la pression publique exercée, les sujets les plus susceptibles d'être discutés sont les suivants :**

- **Le processus du premier Bilan mondial sera conclu** – une évaluation technique détaillée des progrès accomplis par les pays dans la mise en œuvre globale des objectifs de l'Accord de Paris. Ce processus est inscrit dans le document et est essentiel pour fixer de nouveaux objectifs.
- **Mise à jour des Contributions déterminées au niveau national** des pays ayant signé l'Accord de Paris, ce qui ne s'est pas produit l'année dernière. Ces dernières années, la plupart des pays du monde ont mis à jour leurs objectifs, mais ils ne sont toujours pas suffisants pour l'objectif de 1,5°C.
- **Conclusion d'un accord mondial pour tripler les énergies renouvelables d'ici 2030** – soutenu par les États-Unis et l'UE, ainsi que par 60 autres pays, dont le pays hôte, les Émirats arabes unis. Cet objectif fait partie des conditions nécessaires pour rester dans le cadre des objectifs de Paris.
- **Précision sur le mécanisme du fonds « Pertes et dommages »** – après l'accord trouvé lors de la dernière conférence, il doit maintenant prendre une forme concrète – de quelle manière, pour quels pays et groupes, et quel financement sera alloué.

- **Adoption d'un cadre pour atteindre l'Objectif mondial d'adaptation** – un tel objectif est prévu dans l'Accord de Paris, mais jusqu'à présent, il n'avait pas de forme spécifique. Il devrait inclure un soutien substantiel à des mesures telles que les systèmes d'alerte précoce et la transformation des systèmes alimentaires dans certaines régions. Une question clé est le financement, qui devrait être doublé conformément au Pacte climatique de Glasgow de 2021.
- **Inclusion officielle d'un objectif d'élimination (progressive) des émissions des combustibles fossiles** – à ce stade, un tel objectif n'est toujours pas présent dans les accords climatiques officiels. Le plus proche sur quoi les pays se sont accordés jusqu'à présent est la réduction progressive de la production de charbon, mais pas son arrêt. À ce stade, seuls quelques pays appellent à une élimination complète de leur utilisation.
- **Atténuation du changement climatique, échange de droits d'émission, financement, etc.** Ce sont des questions en suspens des années précédentes, sur lesquelles le travail se poursuit.

Parmi les principaux défis auxquels sont confrontées les conférences figurent les relations tendues entre les acteurs clés – les États-Unis, l'UE, la Chine et la Russie.

Par exemple, à ce stade, l'organisation de la COP29 en 2024 est toujours en question. Elle devrait se tenir dans un pays de la région de l'Europe de l'Est, mais la Russie, sans le consentement de laquelle à l'ONU un lieu pour une COP ne peut être déterminé, bloque l'organisation du forum dans un pays de l'UE, très probablement à cause de la guerre en Ukraine.

Parmi les bonnes nouvelles, il y a le fait que les présidents des États-Unis et de la Chine se sont mutuellement accordés sur une accélération significative de l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans leurs pays et une réduction substantielle de celle des combustibles fossiles.



### *Les tensions entre États font partie des obstacles possibles aux négociations à Dubaï*

Immédiatement avant la COP, cependant, les positions de la Chine et de la Russie sur les combustibles fossiles restent opposées à leur élimination progressive. Mais c'est aussi un fait que les États-Unis et l'UE n'expriment pas non plus de soutien particulier pour un tel objectif. La Chine et la Russie sont également contre la fin de la combustion sans restriction des combustibles, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas l'intention de prendre des mesures pour réduire les émissions sur le cycle de vie des combustibles, alors que pour l'Union européenne, cela est défini comme un objectif prioritaire.

Cette année, une source inévitable de tension parmi les participants à la conférence sera la guerre en Israël et à Gaza, et probablement à nouveau la guerre en Ukraine. De tels forums sont parmi les rares occasions de traiter et de rechercher des responsabilités sur ces questions à l'échelle mondiale, en raison du rassemblement de tant de dirigeants mondiaux et de l'attention du public. Il est possible, cependant, que ces conflits s'avèrent être un obstacle lors des négociations, en particulier sur les questions liées aux régions touchées. La guerre à Gaza est la raison la plus probable pour laquelle le président américain Joe Biden ne devrait pas assister à la COP28.

**Au cours des derniers mois, plusieurs autres forums internationaux organisés par l'ONU ont eu lieu.**

Et bien que ces réunions n'aient pas en elles-mêmes marqué de progrès significatifs, les discussions jettent les bases des pourparlers lors de la COP28.



Parmi les plus significatives figurait le sommet de juin à Bonn. Bien qu'un léger progrès ait été enregistré sur certaines questions, y compris le mécanisme « Pertes et dommages », qui reste un sujet controversé, le résultat des négociations a été décrit comme insatisfaisant.



### *Semaine du climat Asie-Pacifique*

D'autres réunions comprenaient les quatre « semaines du climat » du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, de l'Afrique, de l'Asie et du Pacifique, et de l'Amérique latine et des Caraïbes. Lors de ces forums, des politiciens, des experts et des représentants du monde des affaires et de la société civile ont discuté des défis locaux pour les régions respectives – les risques d'événements extrêmes, ainsi que les possibilités d'action – par exemple, une meilleure réponse aux catastrophes, le financement pour les communautés touchées, la transformation énergétique, etc.

Dans l'Union européenne, certains développements clés ont été notés. Le 16 novembre, un accord a été trouvé sur la forme finale d'un règlement qui, pour la première fois, réglementera et limitera les émissions de méthane, bien que dans sa forme actuelle, il ne parviendra pas à réaliser la réduction prévue des émissions de méthane de 30 % d'ici 2030, comme prévu dans l'Engagement mondial sur le méthane de 2021. Cette année, la directive sur la performance énergétique des bâtiments a également été mise à jour, y compris les objectifs de réduction de 55 % des émissions d'ici 2030 et de neutralité climatique d'ici 2050 du paquet législatif « Fit for 55 ».

Dans l'ensemble, la COP s'avère souvent être un lieu pour relever les ambitions actuelles des pays, il est donc probable qu'il y aura des engagements pour des objectifs plus ambitieux.

**Parmi les plus grandes critiques de la COP cette année, il y a le fait que le pays hôte est un État pétrolier avec un faible niveau de respect des droits de l'homme**, où les manifestations sont interdites. De plus, le président de la COP – Sultan Al Jaber, est le directeur de la compagnie pétrolière nationale des Émirats arabes unis. Dans ses déclarations, il appelle à une réduction, au lieu d'une élimination progressive, de l'utilisation des combustibles fossiles. La militante écologiste Greta Thunberg a décrit l'organisation par les Émirats arabes unis comme « ridicule » plus tôt cette année. Alors que pour Helena Gualinga, une représentante d'une communauté indigène de l'Amazonie, « c'est un signal de là où nous nous dirigeons en ce moment ».

Plus tôt cette année, les Émirats arabes unis ont rejeté l'appel des sociétés civiles pour la libération de centaines de prisonniers politiques et dissidents injustement punis, ainsi que pour s'attaquer au manque de protection des travailleurs migrants.

Néanmoins, parmi les victoires symboliques pour cette conférence, il y a le fait qu'à partir de cette année, chaque participant devra déclarer ses liens avec des organisations et des entreprises, ce qui vise à limiter le rôle des représentants des entreprises de combustibles fossiles, dont le nombre l'année dernière était supérieur à celui de toute délégation étatique.

Comme d'habitude, la COP se déroulera dans deux zones – bleue et verte. Parmi les présents dans les deux zones, il y aura de nombreux représentants de la société civile, qui chaque année trouvent des moyens d'organiser des actions et des manifestations impressionnantes en faveur d'une action climatique décisive. Dans la zone bleue, les actions ne sont traditionnellement pas autorisées, mais cette année, elles auront très probablement lieu précisément là, puisque la zone bleue sera gérée par l'ONU, et en raison du régime autoritaire à Dubaï, on craint que les militants puissent être arrêtés à toute tentative de toute sorte de manifestation, bien que l'année dernière, le régime en Égypte n'ait pas réussi à arrêter complètement les militants.



*Le régime autoritaire en Égypte n'a pas empêché les manifestations des militants pour le climat pendant la COP27*

### **La Bulgarie aura son propre pavillon pour la première fois**

Ce qui est intéressant cette année, c'est que notre pays participera pour la première fois avec son propre pavillon dans la zone bleue de la COP, avec des entreprises bulgares de divers secteurs, des institutions de financement, des autorités locales et des scientifiques parmi les participants. L'objectif est de présenter les réalisations et les innovations en Bulgarie en termes de développement durable, par exemple dans la métallurgie. Au lieu de la délégation traditionnelle d'une poignée de représentants du gouvernement, la représentation bulgare totale comprendra maintenant près de 200 personnes, parmi elles le président Rumen Radev et le ministre de l'Environnement et de l'Eau Julian Popov.

Selon le ministre